

PROPOSITION
DE LOI

adoptée

le 31 janvier 2013

N° 80
S É N A T

SESSION ORDINAIRE DE 2012-2013

PROPOSITION DE LOI

ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

*visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité
aux personnes âgées avec des revenus professionnels.*

*Le Sénat a adopté, en première lecture, la
proposition de loi dont la teneur suit :*

Voir les numéros :

Sénat : 555 (2011-2012), 181 et 182 (2012-2013).

Article 1^{er}

- ① L'article L. 815-9 du code de la sécurité sociale est complété par deux alinéas ainsi rédigés :
- ② « Par dérogation au premier alinéa et dans des conditions définies par décret, lorsque le demandeur ou le bénéficiaire de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ou son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité perçoivent, au jour du dépôt de la ou des demandes ou en cours de service, des revenus d'activité, ces revenus peuvent être cumulés avec la ou les allocations de solidarité aux personnes âgées et les ressources personnelles de l'intéressé ou des époux, concubins ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité dans la limite d'un plafond.
- ③ « Ce plafond est fixé à 1,2 fois le salaire minimum interprofessionnel de croissance lorsque l'allocation de solidarité aux personnes âgées est versée à une personne seule ou à un seul des conjoints, concubins ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité et à 1,8 fois le salaire minimum interprofessionnel de croissance lorsque l'allocation de solidarité aux personnes âgées est versée aux deux conjoints, concubins ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité. »

Article 1^{er} bis (nouveau)

- ① L'article L. 815-9 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ② « Les dispositions prévues aux deuxième et troisième alinéas sont applicables, dans des conditions définies par décret, aux personnes qui sont titulaires des allocations mentionnées à l'article 2 de l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse. »

Article 2

(Supprimé)

– 3 –

Délibéré en séance publique, à Paris, le 31 janvier 2013.

Le Président,

Signé : Jean-Pierre BEL